

**Merci à Éric Zemmour
d'affronter le réel pour la
gestion des élèves handicapés
!**



À l'aube du nouvel an, la mauvaise foi de certains journalistes fait couler beaucoup d'encre sur un sujet essentiel mis en évidence par le candidat à la présidence Éric Zemmour : **la France est-elle un mauvais élève en matière de soutien aux enfants en situation de handicap ?**

Comme pour l'élection présidentielle en 2017, l'hystérie médiatique bat son plein autant pour les propositions d'Éric Zemmour sur les parcours semés d'embûches qui fragilisent de nombreux enfants dans le milieu scolaire, que pour les quelques jours de vacances à Ibiza de Jean-Michel Blanquer après les fêtes de Noël.

Un tel délire est non seulement lamentable, mais en plus il

montre le niveau de réflexion dans lequel on veut nous enfermer. Faut-il réfléchir quelque chose, c'est-à-dire répéter les anathèmes et les imprécations fournies clé en main, ou faut-il réfléchir sur quelque chose et donc argumenter, échanger des idées ? Produire du sens ou du son ?

Et que dire des réactions indignées des autres candidats à l'élection présidentielle sur cette traînée de poudre médiatique, sinon qu'ils ne sont pas à la hauteur des véritables enjeux politiques de la société française, car à part vociférer et joindre leurs voix à la meute, quelles sont leurs idées et leurs propositions à ce sujet ?

À l'exclusion des mises en scène médiatiques instrumentalisées quotidiennement depuis deux ans par le pouvoir en place sur la longue litanie de la Covid-19, il convient de se rendre à l'évidence que les hautes instances de *La République en Marche* ne cessent d'empoisonner la vie des Français, de traumatiser encore davantage la vie économique, sociale et scolaire au seul motif du « *quoi qu'il en coûte* ».

Ce dont la France a besoin, c'est d'une transformation profonde.

D'un changement de cap, d'un renouveau.

Le projet de Reconquête soutenu par Éric Zemmour est suffisamment radical pour nous sortir de l'ornière politique creusée par les quinquennats de François Hollande et d'Emmanuel Macron.

Le temps des simples réformes est malheureusement passé.

Nous n'avons plus du temps à perdre : surendettement, désindustrialisation, perte du pouvoir d'achat, asphyxie du groupe EDF, déséquilibres villes/campagnes, immigration en hausse constante, ventes à la découpe des bijoux de la nation.

À ce tableau désolant, il faut bien sûr ajouter les carences

de l'inclusion en milieu scolaire, alors que tout devrait être fait pour rendre la vie des enfants en situation de handicap la plus douce et la plus efficace possible afin de leur permettre de développer leurs potentiels.

Si personne n'a le monopole du cœur pour parler au nom des enfants en situation de handicap, inversement, l'émotion sur ce sujet doit laisser place aux réalités. Mais voilà, toute *vérité* n'est pas *bonne à dire* ! Certains préfèrent parfois la dissimuler, ou bien mentir par omission.

L'école publique est déjà suffisamment malade : mal-être des enfants, harcèlement et violences en milieu scolaire, classes surchargées, programmes inadaptés, laïcité au rabais, manque de moyens, suicides et ou dépressions nerveuses.

La France est aussi malade de ses déserts médicaux, des services d'urgence en souffrance, des suppressions des lits hospitaliers, de la pénurie de spécialistes ou de généralistes, des infirmiers mal considérés.

En vérité, le seul nom d'Éric Zemmour suffit pour déclencher immédiatement la polémique violente de ses opposants et détracteurs. Les réflexes pavloviens font place à la réflexion.

Pour une fois qu'un candidat à l'élection présidentielle soulève les bonnes questions, l'ensemble de la classe politique et médiatique préfère fermer immédiatement les débats et proférer des cris d'orfraie. Débattre, c'est parfois montrer la vacuité de sa pensée et de ses propositions.

Le 11 octobre 2018, lors d'une session parlementaire, Aurélien Pradié, député du parti *Les Républicains*, avait été l'objet d'une vive critique au cœur à l'Assemblée nationale.

Rappelons que lors de la rentrée scolaire de septembre 2018, de nombreux élèves sont restés sans solution d'accompagnement par un AVS, assistant de vie scolaire, souvent embauché en

contrat aidé, ou AESH, accompagnant d'élèves en situation de handicap.

Sa proposition de loi pour l'inclusion des enfants en situation de handicap à l'école avait été rejetée par la majorité des députés de *La République en Marche* par le biais d'une motion de rejet préalable. Sur un sujet comme l'accompagnement des enfants souffrant d'un handicap, le consensus paraissait aller de soi. Eh bien voyons ! Tel ne fut pas le cas.

François Rufin, député de *La France Insoumise* s'insurgea avec panache à l'encontre de la décision des députés de *La République en Marche*. Mais, ces derniers firent voter une motion de rejet préalable annulant ainsi toute discussion sur la proposition de loi du député Aurélien Pradié qui consistait à améliorer le statut, la rémunération et la formation des accompagnants d'enfants en situation de handicap (AESH).

Aurélien Pradié souhaitait enfin raccourcir le délai de demande d'un accompagnant par les familles. Ce délai dépasse parfois un an, et il souhaitait le ramener à 2 mois. Sa proposition de loi abordait en outre la question de l'accompagnement des enfants durant le temps des repas, pendant les voyages scolaires et de l'étendre aux clubs de sport.

En 2018, Aurélien Pradié, député LR, a été vilipendé par ses collègues Marcheurs. Le temps passe, mais rien ne change. Il faut savoir que le nombre d'élèves en situation de handicap est passé de 100 000 en 2006 à 400 000 en 2020.

En aucune manière, il ne devrait pas être interdit en France de parler du bien-être des enfants en situation de handicap. L'inclusion peut être bénéfique dans un cas, et malheureuse dans un autre.

Tout dépend, bien sûr, de la nature et de la gravité du handicap. Les besoins et les résultats doivent être évalués

trimestriellement. Par ailleurs, les enfants polyhandicapés ont besoin de structures spécialisées pour les accueillir.

Nul ne doit dissocier l'enseignement du suivi des soins. Comment parler d'inclusion des enfants en situation de handicap à l'école sans parler du parcours d'obstacles dans les transports ou dans les bâtiments publics.

Vouloir inclure tous les élèves dans un système scolaire unique, voilà donc l'idée généreuse de l'enseignement inclusif. Hélas, ce système est utopique et déborde trop souvent dans un égalitarisme dogmatique qui fait beaucoup de mal en définitive à de nombreux enfants en situation de handicap et les prive d'un enseignement adapté.

Cependant, comme l'écrivait le philosophe allemand Friedrich Nietzsche : « ***les convictions sont les ennemies de la vérité ; elles sont plus dangereuses que les mensonges*** ».

Une question se pose tout naturellement : **mais où est donc passé l'humanisme des députés de *La République en Marche* ?**

Henri Ramoneda